

Edito | Un air d'été, des banlieues en attente, une Italie renversée...

Bon : 27 degrés à l'ombre sous le tilleul qui sera en fleur avant longtemps ; ça va ! Il est vrai que nous serons demain le 21, date de l'été ... Après tout, on peut bien le célébrer avec un mois d'avance. Et puis épouser l'humeur d'été, de bonne heure, c'est considérer qu'en ce printemps la nature se réjouit d'un peu de vraie chaleur, après des semaines et des semaines de pluie qui autorisent, désormais, une belle récolte de foin. La vigne dont nous savons bien, ici, qu'elle aime la chaleur, s'en donne à cœur joie ; elle pousse ses rameaux et, pour ce que nous en voyons aujourd'hui, développe ses petites mannes qui sont la promesse de belle grappes, dont on mesurera mieux le potentiel lorsque, une fois la floraison terminée, nous distinguerons les petits grains naissants en priant pour que la chaleur persiste doucement et que la pluie et les nuits trop fraîches nous fichent la paix pour éviter la coulure. Etape cruciale, comme pour bien d'autres plantes, sur le long et épineux chemin de la fleur au fruit qui nous renvoie à l'humilité nécessaire pour accompagner, au mieux, le cours de la nature.

En tout cas, ces vérités là, écrivons-le une fois encore, nous permettent de prendre quelque distance avec ce qu'il est convenu d'appeler l'actualité et d'attendre, sans trop d'impatience, les rendez vous annoncés de la semaine. Il en est quand même un que nous surveillons avec soin car, entre ce qui sera dit par le président de la république et ce que nous connaissons des défis à relever pour redonner le plus de sens possible à ce fameux « vivre ensemble, au lendemain du rapport présenté par le père de la rénovation urbaine Jean-Louis Borloo , nous pourrions discerner si, oui ou non, le nouveau pouvoir entend prendre à bras le corps la situation des banlieues. De cette autre France qui, au-delà d'une vitalité indéniable, conjugue tant de maux: le chômage des jeunes, des îlots d'économie parallèle, l'émergence d'un communautarisme qui se nourrit de tout cela et que l'école de la République, malgré l'engagement de ses enseignants, ne peut, à elle seule, contrecarrer. Il est possible que l'ancien ministre, à la très forte personnalité, en ait trop fait, qu'il se soit pris pour le ministre de la ville qu'il préconise de recréer, au lieu et place d'un actuel ministre de la cohésion des territoires qui reçoit les maires des banlieues avec une rare désinvolture, et que ces 48 milliards à trouver soient de trop...N'empêche, il y a beaucoup à retenir de ses propositions, des cités éducatives aux campus numériques en passant par la promotion de la mixité et de l'égalité hommes-femmes, de la rénovation urbaine qui doit être revue et corrigée, à l'ancrage d'une police dans les quartiers dont elle a été bêtement éloignée sous l'ère sarkozyste. (*Emmanuel Macron: 90 minutes de discours ce 22 mai mais pas d'annonce, sinon celle d'un changement de méthode et cette phrase: "Pour juillet je veux qu'on ait finalisé un plan de lutte contre le trafic de drogue." Mais il n' y aura pas de plan banlieues. A suivre...*)

Une démission passée trop inaperçue

En ce mois, où nous sommes, par ailleurs, tous conviés à rappeler l'importance de l'Europe dans ce monde qui devient de plus en plus dangereux, ayons garde d'oublier la situation politique de l'Italie. De notre voisin, d'un de ces pères fondateurs qui, jamais, n'avait manqué au rendez vous de la démocratie et de ses valeurs. Et qui vient de voir s'effondrer, à son tour, les partis de gouvernement, au point qu'elle est en train, non sans mal, de réaliser la pire des alliances, celle des populistes, dits du Mouvement Cinq étoiles et de la Ligue, de cette droite extrême qui entend imposer une nouvelle vision du contrôle migratoire à l'Union. Et, ce n'est pas tout, puisque elle propose au pays une politique économique aux allures de bras d'honneur au pacte de stabilité. Certes, l'Union a ses responsabilités, aussi, dans ce bouleversement transalpin et à la sanction populaire : nous avons laissé les italiens faire face en première ligne, sans vrai soutien, au grand choc migratoire dont la Méditerranée a été le théâtre le plus souvent tragique ; certes l'impérium bruxellois sous l'oeil vigilant de l'Allemagne, reste au cœur du débat sur la conduite de l'économie... Mais le risque d'un nouveau dérapage, aux conséquences bien plus grandes que celles nées de la crise grecque, ne peut être totalement exclu. Autant dire que l'espoir macronien d'une nouvelle donne de la politique économique de l'Union, déjà affaibli par le gouvernement composite d'Angela Merkel, s'amenuise. Oui, vraiment les nouvelles en provenance du pays d'Alcide de Gasperi, méritent la plus grande attention et notre soutien à ceux là-bas qu'inquiète cette alliance contre nature.



Joël Aubert

Crédit Photo :

Publié sur aqui.fr le 20/05/2018

[Url de cet article](#)